



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

pensions de réversion

Question écrite n° 47998

Texte de la question

M. Rudy Salles * attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur l'application des décrets n° 2004-858 et n° 2004-857 du 24 août 2004 relatifs aux droits à l'assurance vieillesse des conjoints survivants. Aujourd'hui, plus de deux millions de veufs et de veuves en France perçoivent une pension de réversion. Ces décrets, pris en application de la loi du 21 août 2003, modifient les conditions de ressources qui donnent droit au survivant de toucher la retraite du conjoint décédé. Si à compter du 1er juillet 2006, la personne cumule plus de 1 246 euros de ressources personnelles par mois, elle ne pourra bénéficier du régime de base de la sécurité sociale. Or, dans ce cas, certaines femmes, n'ayant exercé aucune activité salariée ou n'ayant pas cotisé assez longtemps, se trouveront sans pension de réversion, exclues des droits à l'assurance maladie. Pourtant, la plupart participaient au financement de notre système de protection sociale par des prélèvements effectués sur les sommes perçues au titre des régimes de retraite complémentaires. Par ailleurs, ces décrets tendent à supprimer progressivement les limites d'âge. Que peuvent espérer celles et ceux qui pendant des années, du fait de leur âge, ont attendu de pouvoir bénéficier de cette pension de réversion et qui, à partir du 1er juillet 2006, s'en trouveront exclus pour cause de dépassement de plafond ? A l'heure où le conseil d'orientation des retraites a été saisi de cette question, il aimerait savoir s'il souhaite prendre en compte la situation de ces veuves et de ces enfants, citoyens français mais mis à l'écart de notre système de protection sociale.

Texte de la réponse

L'attention du ministre de la santé a été appelée sur la réforme des pensions de réversion. Tout d'abord, il tient à préciser que les pensions de réversion liquidées avant le 1er juillet 2004 ne sont pas concernées par la réforme des retraites du 21 août 2003. Le Gouvernement avait souhaité simplifier le dispositif de la réversion servie par le régime général et les régimes alignés, dans le sens d'une plus grande équité et d'une meilleure lisibilité. L'article 31 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites disposait ainsi que à partir du 1er juillet 2004, aucune condition d'absence de remariage et de durée de mariage ne serait plus exigée pour son attribution. D'autre part, la loi posait le principe de la suppression progressive de la condition d'âge exigée pour le bénéfice de la pension de réversion, à savoir cinquante cinq ans. Comme le principe en avait été acté au cours des débats parlementaires (JO n° 67 du 25 juin 2003), les règles nouvelles pour l'attribution des pensions de réversion devaient permettre d'appréhender à terme l'ensemble des ressources du conjoint survivant, dans un souci de cohérence et d'équité, la pension étant révisée périodiquement en fonction des ressources personnelles du bénéficiaire. Le décret n° 2004-857 du 24 août 2004 met en oeuvre ces dispositions législatives. Il organise la suppression de la condition d'âge, celle-ci passant de cinquante-cinq ans pour les pensions prenant effet avant le 1er juillet 2005 à quarante-six ans pour les pensions prenant effet avant le 1er janvier 2009, et disparaissant pour les pensions liquidées après cette date. Il prévoit par ailleurs l'inclusion des pensions de réversion versées par les régimes complémentaires dans les ressources personnelles prises en compte pour la condition de ressources à compter du 1er juillet 2006 seulement. Ce nouveau dispositif avait pour ambition de faire bénéficier d'une réversion 200 000 à 300 000 veufs et veuves supplémentaires. L'entrée

en vigueur, au 1er juillet 2004, du dispositif de réversion a toutefois suscité des inquiétudes, notamment sur le point de la révision périodique du niveau de la pension de réversion en fonction des ressources personnelles de l'assuré. Soucieux de trouver une solution consensuelle aux difficultés d'application du nouveau dispositif, le Gouvernement a confié au conseil d'orientation des retraites (COR) la mission de rédiger un rapport complémentaire sur la situation matérielle des veuves et des veufs et sur les modalités de mise en oeuvre de la réforme de la réversion. Ce rapport sera remis avant la fin de l'année. Les partenaires sociaux, ainsi que les représentants des retraités, des veufs et des veuves, seront naturellement associés à son élaboration. Dans l'attente de ce rapport, l'application du nouveau dispositif est suspendue. Les pensions de réversion sont, par conséquent, à titre transitoire, liquidées dans les conditions antérieures à celles posées par la loi du 21 août 2003. Le Gouvernement sera extrêmement attentif aux conclusions du conseil d'orientation des retraites pour décider des éventuels ajustements à apporter au dispositif de réversion issu de la loi portant réforme des retraites, dans le souci d'assurer la nécessaire stabilité des ressources des veuves et des veufs.

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47998

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 octobre 2004, page 7725

Réponse publiée le : 30 novembre 2004, page 9542